

Accès fixe à haut et très haut débit

Bilan et perspectives

Consultation publique de l'ARCEP en date
du 11 juillet 2019

Contribution de TDF

Le 27 septembre 2019



www.tdf.fr



Relier partout, plus vite

Propos liminaires

En publiant le 11 juillet dernier le document intitulé « Accès fixe à haut et très haut débit - Consultation publique sur le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle d'analyse des marchés » (ci-après « document de consultation »), l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ci-après « ARCEP ») a procédé au lancement d'un nouveau cycle d'analyse des marchés 3a, 3b et 4. Comme l'indique l'Autorité, il s'agit du lancement « des travaux de révision des analyses des marchés de gros du haut et du très haut débit »¹.

A titre liminaire et dans une démarche constructive, TDF souhaite partager avec l'Autorité son inquiétude quant à la solidité juridique d'une décision d'analyse de marché qui reprendrait *in fine* certains des développements contenus dans le document soumis à consultation. Le traitement de différents sujets importants notamment pour les opérateurs d'immeuble (ci-après « OI ») alternatifs nous semble en effet en contradiction avec l'esprit et la lettre du Code des Postes et des Communications Electroniques (ci-après « CPCE »).

En premier lieu, le document de consultation présente une confusion surprenante entre la capacité de l'ARCEP à imposer des obligations - à la suite d'une analyse de marché naturellement - à un opérateur disposant d'une puissance de marché significative et celle relative à la détermination de modalités techniques et financières de l'interconnexion et de l'accès. Dans ce contexte, TDF ne sait pas identifier quel fondement juridique pourrait soutenir une décision imposant par exemple des remèdes comptables à des opérateurs ne disposant d'aucune puissance significative sur le marché.

En second lieu, le document de consultation présente une perception de la régulation 2020-2023 fondée sur la mise en œuvre de modalités techniques de l'accès équivalentes pour Orange - qui dispose actuellement d'une part de marché de 70% - et pour les OI alternatifs. TDF, qui a remporté 4 appels d'offres de collectivités locales concernant 5 départements et qui représente actuellement 0,3% du marché en termes de lignes raccordables et 0,1% du marché des abonnements au niveau national, a les plus grandes difficultés à comprendre le caractère proportionné d'une décision qui l'assimilerait à un opérateur disposant par exemple d'une part de marché en volume de lignes raccordables d'environ 70%.

En troisième lieu, TDF note que l'ARCEP envisage d'intervenir dans la relation entre les opérateurs commerciaux (ci-après, « OC ») et les OI dans des conditions qui ne lui apparaissent pas équitables : prescriptions quant à l'organisation des gammes d'offres, à la modification des offres FttH pour accueillir des besoins entreprises, à l'acceptation du principe de revente en gros par des acteurs financiers à des tarifs non soumis aux lignes directrices de l'ARCEP ou encore au traitement particulièrement discret des difficultés relatives au raccordement réalisés par les OC (mode STOC). TDF demande ici à l'ARCEP d'adopter une approche permettant de tendre vers une équité dans les relations entre les OI alternatifs et les opérateurs commerciaux d'envergure

¹ Document de consultation, p. 4.

nationale (ci-après, « OCEN »), en prenant notamment en considération la nécessité de préserver la capacité d'investissements des OI en particulier dans les réseaux d'initiative publique.

Par ailleurs, TDF souhaite également attirer l'attention de l'ARCEP sur la nécessité de préparer activement, de manière transparente et dès aujourd'hui, les conditions techniques et financières du transfert de la technologie cuivre vers la technologie fibre.

A ce titre, TDF appelle de ses vœux l'établissement par l'Autorité d'un plan de transfert précis qui pourrait être fondé sur la mise en œuvre effective du statut de zone fibrée en ce compris, la mise en place d'incitations tarifaires univoques.

En conclusion de ces propos liminaires, TDF tient à remercier l'ARCEP pour la qualité du document soumis à consultation et précise qu'elle contribuera aux travaux de l'Autorité dans la limite de ses champs d'intervention. Aussi, TDF ne répondra pas à l'ensemble des questions posées par le régulateur pour se concentrer sur les éléments qu'elle estime essentiels pour le bon fonctionnement du marché et notamment pour la préservation de la capacité d'investissements des OI de taille modeste.



Sommaire de la réponse de TDF

SOMMAIRE DE LA REPONSE DE TDF	4
COMMENTAIRES DE TDF SUR LA SITUATION SUR LES MARCHES DE DETAIL ET DE GROS DU HAUT ET DU TRES HAUT DEBIT FIXE	7
Question S.1 : Commentaires de TDF sur l'évolution de la demande des entreprises concernant les accès redondés et les implications éventuelles sur la demande en garanties de temps de rétablissement (ci-après, « GTR »)	8
Question S.2 : Commentaires de TDF sur le développement de la commercialisation de liaisons point-à-point en fibre optique passive.....	8
Question S.3 : Commentaires de TDF sur l'impact du développement de la 5G sur le marché fixe s'agissant des besoins spécifiques des entreprises	9
Question S.5 : Commentaires de TDF sur les écarts de mutualisation observés et sur leur évolution probable pour le prochain cycle de régulation.....	9
Question S.6 : Commentaires de TDF sur les offres d'hébergement et de collecte	10
Question S.7 : Commentaires de TDF sur les autres aspects à prendre en compte par l'Autorité	10
COMMENTAIRES DE TDF SUR LES ENJEUX POUR LE PROCHAIN CYCLE DE REGULATION	14
Questions E.1 et E.2 : Commentaires de TDF sur les enjeux pour le prochain cycle d'analyse concernant le marché généraliste et le marché entreprises	14
COMMENTAIRES DE TDF SUR LES FICHES THEMATIQUES	16
A - FICHES CUIVRE GENERALISTE	16
Question A.1-1 : Commentaires de TDF sur la nécessité du maintien d'une qualité de service adéquate sur le réseau cuivre	16
Question A.1-6 : Commentaires de TDF sur les systèmes et processus d'alertes et de remontées à Orange des situations d'endommagements de ses infrastructures, sur le suivi et le traitement de ces signalements et sur la nécessaire vision d'ensemble des signalements et de leur traitement par territoire	16
Question A.2-1 : Commentaires de TDF sur l'opportunité d'un ajustement des obligations associées à l'accès au réseau cuivre d'Orange	17
Question A.2-4 : Commentaires de TDF sur l'éventuel ajustement des obligations associées à l'accès au réseau cuivre d'Orange à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché	18
Questions A.2-5 et A.2-6 : Commentaires de TDF sur l'opportunité d'une modulation géographique des tarifs du cuivre à partir de 2021	18

Questions A.2-7 et A.2-8 : Commentaires de TDF sur les ajustements éventuels de l'obligation d'accès au réseau cuivre.....	19
Questions A.2-9 et A.2-10 : Commentaires de TDF sur les critères devant être remplis avant tout ajustement des obligations d'Orange en matière d'accès à son réseau cuivre.	19
Questions A.2-12 à A.2-15 : Commentaires de TDF sur la maille géographique pertinente pour encadrer un éventuel ajustement de l'obligation d'accès imposée à Orange sur le réseau cuivre et sur les modalités associées au préavis pour un tel ajustement.....	20
Question A.2-16 : Commentaires de TDF sur les modalités actuelles pour la fermeture de NRA et/ou de SR	20
Question A.2-17 : Commentaires de TDF sur le retrait des câbles cuivre et les critères associés préalables à ce retrait.....	21
Question A.2-19 : Commentaires de TDF sur l'éventuelle dépose des câbles et des autres éléments constitutifs de la boucle locale cuivre et son impact sur la gestion ultérieure du génie civil.....	21
Question A.2-20 : Commentaires de TDF sur le dispositif actuel de raccordement de nouveaux locaux au réseau cuivre ou fibre	21
Question A.3-1 : Commentaires de TDF sur la nécessité de garder un remède tarifaire dans l'hypothèse de la levée de l'orientation vers les coûts de l'accès au réseau cuivre	22
Question A.3-2 : Commentaires de TDF sur l'opportunité de reconduire un encadrement tarifaire pluriannuel au-delà de 2020	22
B - FICHES FIBRE GENERALISTE	23
Question B.1-2 : Commentaires de TDF sur la nécessité de garanties de non-discrimination opérationnelle pour l'ensemble des opérateurs d'infrastructure	23
Question B.2 : Commentaires de TDF sur la mise en œuvre des mécanismes de synchronisation par Orange et sur la nécessité d'étendre ces mécanismes aux autres opérateurs d'infrastructure	24
Question B.3-2 : Commentaires de TDF sur la nécessité d'étendre les obligations d'Orange aux autres opérateurs d'infrastructure concernant le respect de la qualité de service sur les réseaux FttH	24
Question B.3-3 : Commentaires de TDF sur la nécessité d'un haut niveau de résilience sur les réseaux FttH	24
Question B.4 : Commentaires de TDF sur les obligations potentielles pour les opérateurs d'infrastructure de fournir des offres de gros destinés à divers usages	25
Question B.6-1 : Commentaires de TDF sur l'utilité d'un processus de traitement plus industriel par les opérateurs d'infrastructure des données erronées, incohérentes ou manquantes	27
Question B.6-2 : Commentaires de TDF sur le raccordement de locaux à la demande	27
Question B.7-1 : Commentaires de TDF sur la nécessité d'alléger les obligations de transmission périodique d'informations comptables pour certains opérateurs	28
Question B.7-2 : Commentaires de TDF sur la comptabilisation des chiffres d'affaires internes et externes	28
Questions B.7-3 à B.7-5 : Commentaires de TDF sur les points d'attention particuliers identifiés	28



Questions B.8-1 à B.8-3 : Commentaires de TDF sur les conditions tarifaires d'accès de gros aux réseau FttH	29
Question B.8-5 : Commentaires de TDF sur les évolutions du cadre de régulation des réseaux fibre dans un contexte de fermeture progressive du réseau cuivre	29
Question B.9-1 : Commentaires de TDF sur le fonctionnement de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange	30
Question B.9-2 : Commentaires de TDF sur le processus d'intervention en autonomie introduit par l'offre « GC BLO » V5	30
Question B.9-3 : Commentaires de TDF sur le périmètre concerné par l'indemnisation des interventions en autonomie	30
C - FICHES PROFESSIONNELS & ENTREPRISES	32
Question C.1 : Commentaires de TDF sur l'évolution du marché de gros activé et sur l'adéquation des offres de gros activées existantes avec les besoins des clients de détail	32
Question C.3-1 : Commentaires de TDF sur la possibilité et la pertinence d'une offre à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH	33
Question C.3-2 : Commentaires de TDF sur la cohérence des niveaux de GTR entre les différentes offres.	34
Question C.6-1 : Commentaires de TDF sur les usages éventuels pour lesquels les offres activées à qualité de service renforcée sur FttH ne seraient pas substituables aux offres activées sur BLOD.....	34
Question C.6-2 : Commentaires de TDF sur l'influence des nouvelles offres activées à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH sur l'évolution des parts de marché des opérateurs de gros sur le marché des accès de haute qualité	34

Commentaires de TDF sur la situation sur les marchés de détail et de gros du haut et du très haut débit fixe

TDF est depuis le milieu de l'année 2016 un des acteurs du marché de gros amont du haut et du très haut débit fixe. Plus précisément, TDF est présente sur le marché du déploiement de la fibre optique en tant qu'OI non intégré. TDF est donc aujourd'hui absente du marché de détail.

Au regard de ce positionnement, TDF n'a pas vocation à contribuer de manière conséquente aux analyses de l'Autorité sur les différents segments du marché de détail. Toutefois, en tant qu'opérateur du marché du très haut débit fixe, TDF apportera ci-après quelques éléments qu'elle estime utiles aux travaux de l'Autorité et répondra aux questions S1 à S3.

TDF apportera également quelques éléments d'analyse en complément de l'état des lieux réalisé par l'Autorité sur les différents segments du marché de gros du haut et du très haut débit fixe et répondra ensuite aux questions S5 à S7.

Sur la situation sur les différents segments du marché de détail HD/THD (Partie I)

Sur la situation du segment généraliste sur le marché de détail (Partie I - 1)

En premier lieu, TDF tient à souligner la dynamique de pénétration du très haut débit et en particulier celle de la technologie fibre optique. Le taux de pénétration de la fibre optique est en effet passé de 9% au 31 décembre 2017 à environ 15% au 30 juin 2019.

A ce rythme néanmoins, TDF constate que la technologie fibre serait présente dans l'ensemble des locaux français seulement à l'horizon 2040 et s'interroge donc sur l'action qui pourrait être mise en œuvre par l'ARCEP pour réduire cette temporalité et par là même les phénomènes de fractures numériques.

Par ailleurs, TDF note que l'ARCEP n'est pas interpellée par la situation qu'elle constate elle-même sur le segment généraliste du marché de détail et qu'elle ne pose de ce fait aucune question.

Pourtant, la présentation réalisée par les services de l'ARCEP de ce segment de marché montre la cristallisation d'une structure oligopolistique dans laquelle seuls les OCEN - présents également sur le marché de la téléphonie mobile - sont actifs et au sein de laquelle un opérateur dispose d'une part de marché pouvant généralement être associée à la détention d'une position dominante (au sens des règles du droit de la concurrence).

TDF relève ici qu'une concurrence dynamique et différenciante pourrait être animée par d'autres opérateurs qu'il conviendrait d'identifier et d'accompagner. Un tel mouvement aurait pour effet



d'envoyer les bons signaux techniques et économiques au marché et de libérer la contrainte subie par les OI du fait d'un contre-pouvoir acheteur disproportionné.

Ainsi, TDF demande à l'ARCEP de réfléchir à la structure du marché de détail adaptée aux enjeux relatifs à la pénétration de la technologie fibre et à l'animation concurrentielle du marché et qui pourrait apporter des solutions au déséquilibre patent des forces entre les OC et les OI.

Situation du segment spécifique entreprises sur le marché de détail (Partie I - 2)

Dans les développements présentés ci-après, TDF répondra aux différentes questions concernant le segment spécifique du marché entreprises, à l'exception de celles concernant les barrières aux changements d'opérateurs, TDF ne commercialisant pas d'offres sur le marché de détail.

Question S.1 : Commentaires de TDF sur l'évolution de la demande des entreprises concernant les accès redondés et les implications éventuelles sur la demande en garanties de temps de rétablissement (ci-après, « GTR »)

Les redondances d'accès s'appuyant sur différentes technologies - par exemple un accès cuivre couplé à un accès fibre ou bien un accès fibre dédiée (type FttO) couplé à un accès fibre sur la boucle locale optique mutualisée (ci-après, « BLOM ») (type FttH ou FttE) - permettent d'assurer un bon niveau de fiabilité et de sécurisation des accès au très haut débit des clients finaux.

TDF constate qu'il existe actuellement une forte demande de la part des OC pour bénéficier d'accès redondés et ce, en dépit de l'existence ou de l'émergence de certains types d'offres à forte qualité de services proposés par les OI (FttE, FttO, Fibre Optique Noire notamment).

Question S.2 : Commentaires de TDF sur le développement de la commercialisation de liaisons point-à-point en fibre optique passive

TDF considère que le marché des liaisons point-à-point passives de type Fibre Optique Noire (FON) est un marché porteur. Ce type de liaisons répond en effet à des attentes fortes de disposer de liaisons fiables, sécurisées et robustes de la part de clients opérateurs (via des architectures bouclées et redondées notamment).

En complément, les offres de type FttE passive (de type BLOD sur BLOM) émergent notamment sur les réseaux d'initiative publique (ci-après, « RIP ») en cours de déploiement. Ces offres passives offrent une liberté importante aux OC pour construire des offres spécifiques sur le marché de détail.

Enfin, TDF constate que ces liaisons passives FON ou FttE répondent à des besoins croissants de la part des collectivités locales (qui se constituent alors en Groupes Fermés d'Utilisateurs) pour interconnecter des sites stratégiques, proposer des services de sécurité (vidéoprotection par exemple) et ainsi apporter des services aux élus, aux employés territoriaux et aux administrés.



Question S.3 : Commentaires de TDF sur l'impact du développement de la 5G sur le marché fixe s'agissant des besoins spécifiques des entreprises

TDF estime que le développement de la technologie 5G n'aura que des effets marginaux sur le marché du très haut débit fixe.

D'une part, la technologie 5G a avant tout vocation à répondre à des besoins spécifiques mobiles qui diffèrent des besoins en très haut débit fixe et des expériences associées. D'autre part, la technologie 5G porte des promesses de débits et d'usages qui ne remettent pas en cause les objectifs associés à la technologie fibre. Enfin, la technologie 5G devrait être généralisée à l'horizon 2030 soit 5 années après l'objectif annoncé par le Gouvernement de déploiement à 100% de la fibre optique sur l'ensemble du territoire national.

A long terme, la 5G pourrait néanmoins être utilisée par les entreprises dans le cadre d'une combinaison d'usages des deux technologies fixe et mobile pour répondre à des besoins qui pourraient émerger à cet horizon.

Sur la situation sur les différents segments du marché de gros HD/THD (Partie II)

Avant de répondre aux questions S.5 à S.7, TDF se permet de revenir en introduction sur deux points notables.

En premier lieu, TDF relève que l'ARCEP met en avant l'accélération incontestable des déploiements des réseaux FttH sans toutefois n'offrir aucune perspective claire quant au calendrier d'achèvement des déploiements à l'échelle nationale. Cette question est pourtant centrale au regard des enjeux de régulation : perspectives de l'utilisation des réseaux cuivre, position des acteurs, etc.

Par ailleurs, TDF constate que les développements relatifs à la position des acteurs sur le marché du cuivre comme sur celui de la fibre optique présentent une situation dans laquelle l'opérateur historique dispose d'une part de marché de plus de 70% et s'interroge en conséquence sur les raisons pour lesquelles aucune analyse sur la puissance significative d'un des opérateurs du marché de gros du très haut débit fixe n'est menée.

TDF estime que ces deux points sont centraux pour définir les modalités de régulation des marchés du haut et très haut débit fixe et demande par conséquent à l'ARCEP de les intégrer dans le panorama général de ses travaux.

Question S.5 : Commentaires de TDF sur les écarts de mutualisation observés et sur leur évolution probable pour le prochain cycle de régulation

Le tableau présenté par l'ARCEP n'offre que trop peu d'éléments pour appréhender parfaitement la situation de la mutualisation dans les différentes zones réglementaires. TDF s'interroge



notamment sur les modalités de calculs retenues en ce qui concerne la prise en compte des opérateurs achetant des offres activées ou les arrivées très tardives de certains OC sur certains réseaux. En considérant ces phénomènes, les résultats obtenus pourraient significativement différer de ceux présentés dans le document de consultation.

TDF, qui intervient principalement en zones RIP, observe des taux de mutualisation en constante croissance, dès lors que les opérateurs activés sont considérés comme de réels OC - ce qui n'apparaît pas certain à la lecture du document de consultation. Schématiquement et sur les réseaux RIP de TDF, les opérateurs activés (non OCEN) ont été les premiers à commercialiser les réseaux déployés. Certains OCEN sont arrivés après et d'autres ne sont pas encore présents sur les réseaux.

Une fois ces éléments présentés, TDF précise qu'elle considère que le prochain cycle de régulation, c'est-à-dire la période 2020-2023, devrait être celui de la généralisation de la présence des OCEN sur l'ensemble des réseaux. Il reste néanmoins difficile de se prononcer sur des taux de mutualisation possibles à l'horizon de quatre années.

Question S.6 : Commentaires de TDF sur les offres d'hébergement et de collecte

Par souci de simplicité et d'efficacité et afin d'assurer un haut niveau de qualité de service, TDF a fait le choix stratégique et industriel de ne pas utiliser les offres de collecte et d'hébergement d'Orange. TDF a construit son propre réseau de nœuds de raccordement optique (ci-après, « NRO ») et n'est donc pas en mesure de contribuer à l'analyse de l'Autorité en ce qui concerne ces offres d'Orange.

Question S.7 : Commentaires de TDF sur les autres aspects à prendre en compte par l'Autorité

TDF considère que certains enjeux auxquels doivent faire face les OI, et en particulier les OI alternatifs, ne sont pas suffisamment traités par l'ARCEP dans la présente consultation publique, créant une inquiétude quant au caractère potentiellement défavorable du cadre de régulation envisagé.

TDF souhaite rappeler que la « régulation symétrique » envisagée par l'Autorité doit être proportionnée et équitable. Elle doit notamment prendre en compte les rapports de force déséquilibrés existants d'une part entre les OI alternatifs et les OC et d'autre part entre les OI alternatifs et les opérateurs disposant de ressources essentielles pour le déploiement de réseaux de fibre optique.

Dans ce contexte, TDF considère que l'ARCEP devrait notamment davantage prendre en compte les difficultés rencontrées par les OI concernant le mode de raccordement dit mode STOC (Sous-Traitance Opérateur Commercial) et les offres d'accès aux ressources rares d'Orange et d'Enedis.

Enfin, TDF souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur l'apparition de nouveaux « acteurs financiers » qui pourraient venir renforcer les déséquilibres existants sur le marché, au détriment des OI en charge du déploiement des réseaux fibre. Avec cette évolution, c'est la question du traitement des acteurs présents sur le marché de gros aval qui se pose.



Concernant le mode STOC et la responsabilisation des acteurs

La question du mode STOC, des difficultés qui y sont associées et des solutions qui pourraient y être apportées, ne fait pas l'objet d'un traitement adapté dans le document de consultation. Or, le développement d'un mode STOC non encadré engendre de réelles difficultés de maintenance du fait des dégradations engendrées par les OCEN et leurs sous-traitants (serrures cassées, bouchons abandonnés sur le domaine public, etc.). La traçabilité des interventions sur le réseau devient difficile, certains sous-traitants allant jusqu'à s'installer sur des points de branchement optique (ci-après, « PBO ») non attribués.

Des réflexions communes entre certains OI visent actuellement à trouver des solutions permettant de développer un mode STOC efficace et pérenne. Néanmoins, le rapport de force entre les OI alternatifs et les OCEN et leurs sous-traitants n'est pas suffisamment équilibré pour pouvoir mettre en œuvre les solutions adaptées.

TDF s'interroge donc sur le rôle que pourrait avoir l'ARCEP dans la mise en œuvre d'un cadre de régulation équitable permettant de responsabiliser l'ensemble des acteurs intervenant sur les réseaux fibrés. De manière plus générale, TDF s'interroge sur le partage des responsabilités en cas de dégradation d'éléments de réseaux, qu'ils relèvent du mode STOC ou d'un désordre public (en cas par exemple de tags).

Concernant l'accès aux ressources rares

L'offre de location de génie civil développée pour l'accès à la boucle locale cuivre (offre GC BLO) représente le premier poste de charges d'exploitation dans les plans d'affaires des OI.

Pourtant, les OI ne disposent actuellement que d'une visibilité réduite quant aux conditions tarifaires de cette offre, au demeurant très complexe. En effet, les conditions tarifaires dépendent de plusieurs paramètres, parmi lesquels les déploiements de la fibre optique, la pénétration commerciale à l'échelle nationale de la fibre, ainsi que les coûts réels (incluant l'amortissement du réseau) d'exploitation des infrastructures.

En ce qui concerne le premier de ces paramètres (déploiement de la fibre), la grande majorité des prises sont aujourd'hui déployées en zone AMII, sur laquelle les opérateurs intégrés sont déployeurs.

En ce qui concerne la pénétration commerciale, celle-ci repose principalement sur la volonté des OC, à commencer par les OCEN.

En ce qui concerne le dernier paramètre, c'est-à-dire le coût d'exploitation du réseau d'infrastructure d'Orange, il n'est pas connu des OI.



TDF s'inquiète donc du fait que les opérateurs neutres, non intégrés, ne disposent pas des informations suffisantes et nécessaires pour construire des anticipations sur l'évolution du prix de location du génie civil d'Orange.

TDF estime qu'il serait dans ce contexte raisonnable d'envisager de fixer *ex ante* une évolution maximale des tarifs de location du génie civil. Cette augmentation maximale pourrait être basée sur des hypothèses réalistes concernant les déploiements, la courbe de pénétration déjà communiquée en 2014 par l'ARCEP, et l'amortissement programmé du portefeuille d'infrastructure d'Orange. Un tel remède n'est pas éloigné de remèdes actuellement imposés par l'Autorité sur d'autres marchés.

Par ailleurs, le mode de tarification de l'offre d'accès au génie civil d'Orange conduit à faire porter par les OI l'ensemble des coûts associés au génie civil de l'opérateur historique. En effet, ce mode de tarification prévoit une facturation - dès la première commande - correspondant au nombre d'accès total aval associé à un point de mutualisation (« PM ») donné et non pas à la consommation réelle des OI.

TDF constate pourtant que tout le génie civil d'Orange ne constitue pas une facilité essentielle, Enedis en ayant répliqué une partie, les OI pouvant parfois utiliser soit les infrastructures d'Orange soit celles d'Enedis.

En conséquence, TDF considère que les coûts associés aux volumes répliqués par Enedis ne devraient pas être supportés par les OI et devraient donc être exclus de l'assiette des coûts pertinents pris en compte dans la tarification GC BLO d'Orange.

Concernant l'offre GC BLO, TDF souhaite également attirer l'attention de l'ARCEP sur les difficultés qui peuvent être rencontrées en cas de reprise de réseau déployé par un OI alternatif. En effet, TDF considère que les coûts de modification administrative de parc de commande (de l'ordre de 30€/commande) appliqués par Orange sont excessifs notamment au regard des délais de traitement que l'on pourrait considérer comme dilatoires.

Concernant l'offre Enedis, TDF souhaite souligner le simple fait que la convention Enedis est incompatible avec les rangs de sous-traitants existants sur le marché pour les OI alternatifs. En effet, l'article 5.4.3 de la convention Enedis dispose que « *L'Opérateur s'engage à ne faire intervenir pour l'exécution des travaux de déploiement du Réseau de communications électroniques sur le Réseau public de distribution d'électricité que l'entreprise qu'il a mandatée et la ou les seules entreprises directement mandatées par cette dernière [...]* ». Cette difficulté, qui ne se pose pas pour Orange par exemple, peut bloquer l'accès aux ressources rares d'Enedis pour les OI alternatifs qui interviennent sur le réseau via différents rangs des sous-traitants.

Enfin, il est également à noter que TDF, comme probablement d'autres OI alternatifs, rencontrent parfois des difficultés pour connaître l'identité du gestionnaire des fourreaux dont elle a besoin pour déployer le réseau fibre (Orange, Collectivité...), ce qui ne favorise pas la fluidité des processus mis en place dans le cadre des déploiements.



Concernant la structuration du marché et l'apparition de nouveaux types d'acteurs

TDF est un OI intervenant sur le marché de gros amont de la fibre, en vendant des prestations d'accès à ses réseaux à des OC, dont l'objectif est le raccordement des abonnés sur le marché de détail.

Un acteur qui interviendrait sur le marché de gros en tant qu'intermédiaire entre l'OI et l'OC, en achetant de l'accès en gros à l'OI pour le revendre en gros à l'OC, créerait alors un marché de gros aval de la fibre. L'éventuelle création d'un tel segment de marché devrait selon TDF être sérieusement prise en considération par l'ARCEP.

En effet, TDF s'interroge sur le cadre de régulation qui serait mis en place par l'ARCEP pour s'assurer du bon fonctionnement du marché, dans la mesure où la création d'un marché de gros aval viendrait d'une part potentiellement renforcer les déséquilibres de pouvoirs de force constatés, au détriment des OI alternatifs et d'autre part, créer les conditions d'une concurrence déloyale dans le cas où les modalités d'accès proposées sur le marché de gros aval ne remplissaient pas les mêmes conditions que celles régulées sur le marché de gros amont.

Dans ces conditions, la création et le développement d'un marché de gros aval qui ne serait pas soumis aux mêmes modalités d'accès que le marché de gros amont, remettrait notamment en question, selon TDF, les objectifs d'égalité des conditions de la concurrence sur le marché et d'absence de discrimination dans le traitement des opérateurs, tels que confiés à l'ARCEP en application de l'article L.32-1 du CPCE.

Ainsi, TDF considère que les lignes directrices de l'ARCEP devraient s'appliquer de façon stricte à l'ensemble des acteurs qui seraient amenés à vendre des prestations d'accès aux OC, ces derniers étant entendus comme des opérateurs dont l'objectif est le raccordement de clients finaux sur le marché de détail.

Commentaires de TDF sur les enjeux pour le prochain cycle de régulation

TDF a précisé au début du présent document qu'il appartient à l'ARCEP de veiller au bon fonctionnement du marché en s'assurant, d'une part, que la régulation mise en place soit proportionnée et équitable et d'autre part, que les remèdes imposés reposent sur des fondements juridiques prévus à cet effet. TDF ne reviendra pas ici de façon extensive sur ses inquiétudes à ce sujet, pour se concentrer sur les enjeux qu'elle estime majeurs pour les OI, et en particulier pour les OI alternatifs.

TDF considère en effet que certains enjeux auxquels doivent faire face les OI, et en particulier les OI alternatifs, ne sont pas suffisamment traités par l'ARCEP dans le document de consultation, créant une inquiétude quant au caractère potentiellement défavorable du cadre de régulation envisagé pour les OI.

Les enjeux en question concernent le plus souvent à la fois le marché généraliste et le marché entreprises. C'est pourquoi TDF répondra aux questions E.1 et E.2 de manière globale. Elle précisera l'ensemble des éléments résumés ci-dessous dans les fiches thématiques dédiées.

Questions E.1 et E.2 : Commentaires de TDF sur les enjeux pour le prochain cycle d'analyse concernant le marché généraliste et le marché entreprises

TDF estime qu'un premier enjeu majeur du prochain cycle de régulation repose sur l'accompagnement par l'ARCEP des investissements massifs qui devront être réalisés par les OI alternatifs dans le déploiement des réseaux fibrés.

Pour cela, il est tout d'abord nécessaire d'améliorer les conditions d'accès aux ressources rares, en s'assurant notamment d'une prévisibilité suffisante des tarifs d'accès GC BLO et d'une évolution contenue de ces tarifs.

Il est par ailleurs primordial de sécuriser les plans d'affaires des OI alternatifs. Dans cette optique, TDF considère que les OI devraient être libres de définir leurs gammes d'offres selon les niveaux de qualité de service attendus par les clients et les différents usages qui pourraient voir le jour à l'avenir. De plus, il est essentiel de s'assurer d'une concurrence loyale dans le cas où un marché de gros aval viendrait à se créer. Enfin, un cadre clair et pérenne devrait être mis en place pour permettre aux OI alternatifs d'assurer la maintenance de leur réseau dans des conditions raisonnables, en responsabilisant l'ensemble des acteurs intervenant sur le réseau, notamment dans le cadre des raccordements en mode STOC.

Pour conclure sur ce premier enjeu, TDF demande à l'ARCEP d'adopter une approche permettant de tendre vers une équité dans les relations entre les OI alternatifs, les nouveaux acteurs potentiels sur un marché de gros aval et les OC d'envergure nationale, en prenant notamment en

considération la nécessité de préserver la capacité d'investissements des OI en particulier dans les réseaux d'initiative publique.

Un deuxième enjeu, selon TDF, repose sur l'importance d'une régulation qui accompagnerait la création d'un nouveau réseau par des OI alternatifs qui n'ont pas les capacités financières et humaines d'un opérateur historique en position dominante.

Ainsi, une transposition de la régulation mise en place pour l'opérateur dominant sur le marché cuivre aux OI alternatifs présents sur le marché fibre contraindrait lourdement ces derniers, alors même que le prochain cycle de régulation interviendra durant une phase de déploiement massif du réseau fibre.

En conséquence, et au-delà des incertitudes quant à la légalité de telles obligations dans le cadre d'une régulation dite « symétrique », TDF demande à l'ARCEP de s'assurer de la proportionnalité des remèdes qui seraient imposés aux OI alternatifs, notamment en matière de transmission d'informations comptables.

Enfin, TDF souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur la nécessité de préparer activement, de manière transparente et dès aujourd'hui les conditions techniques et financières du transfert de la technologie cuivre vers la technologie fibre.

A ce titre, TDF appelle de ses vœux l'établissement par l'Autorité d'un plan de transfert précis qui pourrait être fondé sur la mise en œuvre effective du statut de zone fibrée et la mise en place d'incitations tarifaires univoques, tout en garantissant des conditions raisonnables d'accès au génie civil d'Orange lorsque cet accès demeure essentiel au déploiement de la fibre.

Commentaires de TDF sur les fiches thématiques

A - Fiches CUIVRE GENERALISTE

En tant qu'OI alternatif sur le marché de gros amont de la boucle locale optique de fibre, TDF contribuera à l'ensemble des fiches cuivre généraliste, à l'exception de la fiche A.4, TDF n'achetant pas de prestations d'accès à la boucle locale cuivre d'Orange.

Fiche A.1. Assurer le maintien d'une qualité de service satisfaisante sur la boucle locale cuivre

Comme indiqué ci-dessus, TDF n'achète pas de prestations d'accès à la boucle locale cuivre d'Orange et ne se prononcera donc pas sur les questions A.1-2 à A.1-5 du document de consultation. A l'inverse, TDF contribuera aux questions A.1-1 et A.1-6 dans la mesure où la maintenance du génie civil d'Orange est primordiale pour le déploiement du réseau fibre.

Question A.1-1 : Commentaires de TDF sur la nécessité du maintien d'une qualité de service adéquate sur le réseau cuivre

TDF partage la préoccupation de l'ARCEP quant au maintien d'une qualité de service adéquate du réseau cuivre, notamment du fait de la cohabitation dans les mêmes fourreaux des technologies cuivre et fibre.

La maintenance du génie civil cuivre est tout d'abord indispensable pour garantir le déploiement de la fibre dans des conditions efficaces et dans le calendrier imparti. A l'inverse, en l'absence de qualité suffisante du réseau cuivre, le déploiement de la fibre dans des fourreaux mutualisés pourrait créer un risque de dégradation du cuivre, alors même que cette technologie demeure actuellement indispensable, en l'absence de déploiement complet de la fibre.

La technologie cuivre est par ailleurs également essentielle pour de nombreux usages, tels que par exemple les systèmes d'alarme ou encore les ascenseurs. Une dégradation du réseau cuivre pénaliserait donc de nombreux usages ainsi que le bon déroulement des déploiements de la technologie fibre.

Question A.1-6 : Commentaires de TDF sur les systèmes et processus d'alertes et de remontées à Orange des situations d'endommagements de ses infrastructures, sur le suivi et le traitement de ces signalements et sur la nécessaire vision d'ensemble des signalements et de leur traitement par territoire

TDF rencontre des difficultés concernant le traitement par Orange des signalements émis en cas d'endommagements du réseau. En effet, le traitement des problèmes signalés peut parfois



prendre plusieurs mois, mettant en difficulté le calendrier de déploiement de la fibre. De plus, Orange décide parfois de ne pas traiter le problème signalé considérant que la technologie fibre sera déployée par la suite. Orange n'assure alors plus la maintenance de son réseau et reporte la responsabilité de la maintenance sur les acteurs de la fibre.

TDF juge ainsi nécessaire qu'Orange fournisse une vision d'ensemble des signalements et de leur traitement par territoire, à la fois au régulateur, aux OI alternatifs mais également aux Communes afin que le déploiement du réseau fibre puisse se faire dans de bonnes conditions et dans le calendrier imparti.

Fiche A.2. Préparer une fermeture du réseau cuivre

En tant qu'OI alternatif sur le marché de gros amont de la boucle locale optique fibre, les préoccupations de TDF portent essentiellement sur la nécessaire visibilité du calendrier de fermeture du réseau cuivre et les mesures envisagées pour continuer à garantir un accès aux ressources rares dès lors que le transfert vers la fibre n'est pas encore réalisable dans des conditions raisonnables.

Ainsi, TDF ne se prononcera pas sur les questions A.2-2, A.2-11, A.2-18, A.2-21 et A.2-22. Par ailleurs, TDF a fait le choix de construire ses propres NRO et n'est donc pas concernée par la question A.2-3.

Question A.2-1 : Commentaires de TDF sur l'opportunité d'un ajustement des obligations associées à l'accès au réseau cuivre d'Orange

Les obligations associées à l'accès au réseau cuivre ne devraient pas être modifiées tant que la technologie fibre ne peut pas complètement se substituer au cuivre. Il est en effet indispensable que le réseau fibre soit au moins équivalent au réseau cuivre en termes de déploiement et d'offres disponibles avant de considérer que l'accès au réseau cuivre n'est plus indispensable sur une zone donnée.

Au regard du calendrier de déploiement de la fibre, l'accès au réseau cuivre demeurera essentiel dans la majeure partie des territoires à l'horizon du prochain cycle de régulation.

De plus, la préparation de l'arrêt de la technologie cuivre doit s'accompagner d'une attention particulière sur les obligations liées d'une part à une position dominante sur le marché et d'autre part au Service Universel. En effet, l'accès au génie civil existant, dans des conditions de maintenance adéquate, ainsi que le raccordement des nouveaux locaux, sont des composantes essentielles au déploiement de la technologie fibre.

TDF s'interroge ainsi sur le mode de fonctionnement qui pourrait être mis en place en matière d'accès et de maintenance notamment, une fois la technologie cuivre arrêtée.

Question A.2-4 : Commentaires de TDF sur l'éventuel ajustement des obligations associées à l'accès au réseau cuivre d'Orange à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché

Pour les raisons exposées en réponse à la question A.2-1, TDF est en faveur du maintien de toutes les obligations associées à l'accès au réseau cuivre à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché pour les zones non totalement fibrées, c'est-à-dire les zones ne bénéficiant pas du statut de zone fibrée.

Il semble en effet prématuré d'alléger ces obligations, quelle que soit la nature de cet allègement, alors même que le déploiement du réseau fibre ne sera pas complet dans la majeure partie des territoires à l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché.

TDF considère toutefois que différents scénarii d'ajustement des obligations d'Orange pourraient être envisagés pour les zones totalement fibrées - c'est-à-dire les zones bénéficiant du statut de zones fibrées - et soutient notamment une modulation géographique des obligations tarifaires pour ces zones.

Concernant l'obligation d'accès, TDF souhaite insister sur le fait qu'il est primordial, pour le bon déploiement du réseau fibre, que l'accès au réseau cuivre demeure possible tant que le réseau fibre n'est pas au moins équivalent au réseau cuivre, en termes de couverture et d'offres proposées au marché.

Enfin, comme indiqué en réponse à la question A.2-1, la préparation de l'arrêt de la technologie cuivre doit s'accompagner d'une réflexion sur les obligations d'Orange, qu'elles soient liées à sa position dominante ou au Service Universel. L'accès au génie civil existant, la maintenance de ce génie civil et la création de génie civil pour le raccordement des nouveaux immeubles sont en effet des composantes essentielles au déploiement de la technologie fibre.

Questions A.2-5 et A.2-6 : Commentaires de TDF sur l'opportunité d'une modulation géographique des tarifs du cuivre à partir de 2021

TDF est favorable à la mise en place d'incitations à la migration du cuivre vers la fibre, dès lors qu'une zone est totalement fibrée.

La mise en place de telles incitations de manière prématurée, c'est-à-dire avant la couverture totale d'une zone, pourrait mettre en difficulté l'équilibre financier des OI alternatifs ainsi que le calendrier de déploiement, en faisant peser sur les OI alternatifs des contraintes supplémentaires, dans un contexte d'investissements massifs dans une technologie innovante.

Pour les zones non totalement fibrées, TDF estime que les raisons invoquées par l'ARCEP pour décider de maintenir l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts dans sa décision n°2017-1347 demeurent d'actualité.



En d'autres termes, TDF considère qu'il n'est pas utile de mettre en place des incitations au déploiement de la fibre, mais qu'il sera nécessaire, à terme, et pour les zones totalement fibrées uniquement, de mettre en place des incitations à la migration du cuivre vers la fibre.

En conséquence et pour les zones totalement fibrées uniquement, TDF est favorable à une modulation géographique des tarifs du cuivre et à une levée de l'obligation d'orientation vers les coûts.

Enfin, TDF recommande d'étudier la possibilité de mettre en place un mécanisme de compensation qui permettrait de financer les obligations liées au Service Universel via les gains engendrés par l'augmentation des tarifs du cuivre par Orange sur certaines zones. En effet, TDF considère que les obligations relatives au Service Universel demeurent primordiales notamment pour l'accès à Internet pendant la période de déploiement de la fibre optique.

Questions A.2-7 et A.2-8 : Commentaires de TDF sur les ajustements éventuels de l'obligation d'accès au réseau cuivre

Comme indiqué en réponse aux questions précédentes, TDF considère que le maintien des obligations d'accès au réseau cuivre est primordial pour l'ensemble des zones non totalement fibrées.

Le réseau cuivre demeure essentiel pour le déploiement de la fibre ainsi que pour d'autres types d'usages à l'heure actuelle, tels par exemple que les ascenseurs ou les systèmes d'alarme.

Dans le cas d'un arrêt de l'accès au réseau cuivre, TDF attire l'attention de l'Autorité sur la nécessaire désaturation progressive des fourreaux, dans des conditions ne mettant pas en difficulté le réseau fibre.

Questions A.2-9 et A.2-10 : Commentaires de TDF sur les critères devant être remplis avant tout ajustement des obligations d'Orange en matière d'accès à son réseau cuivre.

L'arrêt de la technologie cuivre, et/ou l'arrêt de la possibilité d'accéder au réseau cuivre, ne peuvent pas être effectifs avant que la technologie fibre puisse effectivement s'y substituer. Il est en effet indispensable que le réseau fibre soit au moins équivalent au réseau cuivre en termes de déploiement (zones couvertes à 100%) et d'offres disponibles (FttH, FttH pro, FttE...) avant de mettre fin au cuivre ou à son accès sur une zone donnée.

Une fois ces conditions respectées (en termes de déploiement de la fibre et d'offres disponibles notamment), il pourrait être envisagé une augmentation progressive des tarifs cuivre permettant d'inciter à la migration vers la fibre puis le cas échéant, un arrêt de la commercialisation des offres d'accès cuivre.

En accord avec Orange, un décommissionnement du cuivre serait alors possible. Pour cela, il est essentiel de s'assurer de l'intégrité des infrastructures existantes, à la fois pour ne pas risquer des incidents sur le réseau fibre en décommissionnant le cuivre, mais également pour permettre



au réseau fibre de remplacer le réseau cuivre dans des conditions adéquates. Ainsi, TDF considère qu'un accord entre Orange et l'OI concerné devrait être établi sur la base d'un état des lieux précis de l'état de l'infrastructure.

Questions A.2-12 à A.2-15 : Commentaires de TDF sur la maille géographique pertinente pour encadrer un éventuel ajustement de l'obligation d'accès imposée à Orange sur le réseau cuivre et sur les modalités associées au préavis pour un tel ajustement

La question de la maille géographique pertinente, qu'elle porte sur les obligations d'accès ou sur les modalités tarifaires, est une question délicate au regard de l'absence de cohérence entre l'organisation industrielle du cuivre et de la fibre. Il peut à titre illustratif être dressé le constat de l'incohérence entre les NRO et les NRA : un NRO peut « regrouper » dans les faits plusieurs NRA. Par ailleurs, les OI n'ont pas toujours connaissance des caractéristiques des NRA, notamment en termes de localisation. *De facto*, chaque maille envisagée - immeuble, zone arrière de PM, commune, etc - pourrait lever des problématiques spécifiques.

Concernant les zones RIP, les zones AMEI ou encore les zones AMEL, c'est-à-dire les zones avec une empreinte géographique claire et opposable, TDF considère que l'ensemble de la zone doit être couverte par la technologie fibre avant que puisse être envisagé un éventuel ajustement des obligations d'Orange concernant les modalités d'accès au réseau cuivre.

Néanmoins, il pourrait être envisagé une maille plus fine, telle que par exemple la zone arrière du PM. Dans tous les cas, le territoire concerné devra avoir obtenu le statut de zone fibrée.

Dans ce contexte, TDF n'identifie aucun besoin d'évolution dynamique des obligations pesant sur Orange sur une zone donnée.

TDF estime que dès lors que le réseau de fibre optique couvrira la totalité d'une zone et que l'OI en aura informé l'Autorité (via l'obtention du statut de zone fibrée) et Orange, les obligations d'Orange devraient évoluer sous réserve du respect d'un préavis qui pourrait être fixé à six mois.

En ce qui concerne la modulation de ses principales obligations, TDF propose le calendrier ci-dessous :

- DO : Date d'Obtention du statut de zone fibrée sur une zone strictement définie (territoire entier ou ZAPM par exemple)
- DO + 6 mois : Mise en œuvre des obligations tarifaires incitatives au transfert du cuivre vers la fibre par Orange et arrêt de la commercialisation de nouveaux accès cuivre
- DO + 30 mois : Date minimale de fermeture du réseau cuivre sous réserve du respect d'un délai de prévenance de 2 ans

Question A.2-16 : Commentaires de TDF sur les modalités actuelles pour la fermeture de NRA et/ou de SR

Comme indiqué précédemment, TDF estime qu'un calendrier plus resserré pourrait être opportun. TDF considère qu'un délai de 30 mois entre la date d'obtention du statut de zone fibrée et la date de fermeture technique du réseau cuivre sur la zone considérée apparaît proportionné.



La maille de la fermeture technique du réseau cuivre doit correspondre à la maille de la zone bénéficiant du statut de zone fibrée.

TDF considère que la maille de la zone fibrée doit être la maille de référence pour toutes les évolutions qui interviendront en conséquence de l'obtention du statut : augmentation des tarifs d'accès au réseau cuivre, fin de la commercialisation de nouveaux accès, fermeture du réseau.

Question A.2-17 : Commentaires de TDF sur le retrait des câbles cuivre et les critères associés préalables à ce retrait

Comme précisé notamment en réponse aux questions A.2-9 et A.2-10, TDF juge essentiel qu'en amont comme en aval des travaux relatifs au retrait des câbles cuivre, Orange et l'OI concerné partagent un constat commun sur l'état des réseaux.

TDF considère qu'un travail de formalisation pourrait être réalisé sous l'égide de l'ARCEP avant que ces situations ne se matérialisent au sein des territoires.

Question A.2-19 : Commentaires de TDF sur l'éventuelle dépose des câbles et des autres éléments constitutifs de la boucle locale cuivre et son impact sur la gestion ultérieure du génie civil

En réponse à cette question, TDF souhaite seulement alerter l'ARCEP sur l'importance du réseau de génie civil d'Orange pour les réseaux fibrés et en particulier sur l'importance de son maintien en conditions opérationnelles.

L'absence de visibilité quant à la gestion future des infrastructures de génie civil à la suite de l'arrêt de réseaux cuivre susciterait nécessairement des inquiétudes fortes de la part des investisseurs sur ce marché. TDF estime donc que des travaux devraient être lancés rapidement sur ce périmètre.

Question A.2-20 : Commentaires de TDF sur le dispositif actuel de raccordement de nouveaux locaux au réseau cuivre ou fibre

Orange doit fournir à toute personne qui en fait la demande et en application de l'arrêté du 27 novembre 2017 portant désignation de l'opérateur chargé de fournir les prestations « raccordement » et « service téléphonique » de la composante du service universel prévue au 1° de l'article L. 35-1 du code des postes et des communications électroniques « un raccordement à un réseau fixe ouvert au public permettant d'émettre et de recevoir des communications téléphoniques, des communications par télécopie (sans préjuger des solutions technologiques et en garantissant l'interopérabilité de celles-ci) et des communications de données à un débit suffisant pour permettre un accès à internet ».

Aussi, TDF - qui n'a jamais eu de présentation du « processus maison neuve » - n'identifie pas à l'horizon 2020 de difficultés associées au raccordement d'immeubles neufs.



Pour la période 2020-2023, la question du renouvellement du Service Universel se pose, Orange étant désigné comme opérateur en charge du SU pour une période de 3 ans se terminant en fin d'année 2020. TDF profite donc de cette question pour demander à l'ARCEP de lever tout aléa autour de cette problématique et de s'assurer, si cela est nécessaire, que ces obligations seront maintenues via l'application de l'article L.38 du CPCE relatif aux opérateurs disposant d'une puissance significative sur le marché.

Fiche A.3. Tarifs de l'accès à la boucle locale cuivre

En tant qu'OI alternatif sur le marché de gros amont de la boucle locale optique fibre, les préoccupations de TDF portent ici essentiellement sur les conditions préalables nécessaires sur le réseau fibre avant la mise en place d'incitations tarifaires à la transition du cuivre vers la fibre.

Ainsi, TDF concentrera sa contribution sur les questions A.3-1 et A.3-2.

Question A.3-1 : Commentaires de TDF sur la nécessité de garder un remède tarifaire dans l'hypothèse de la levée de l'orientation vers les coûts de l'accès au réseau cuivre

Comme indiqué en réponse aux questions A.2-5 et A.2-6, pour les zones non totalement fibrées, TDF estime que les raisons invoquées par l'ARCEP pour décider de maintenir l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts dans sa décision n°2017-1347 demeurent d'actualité.

A l'inverse, TDF est favorable à la mise en place d'incitations tarifaires à la migration progressive du cuivre vers la fibre, dès lors qu'une zone est totalement fibrée.

Enfin, TDF est favorable à la mise en place d'une obligation de non-discrimination géographique afin que le transfert du cuivre vers la fibre soit mis en place dans des conditions similaires pour l'ensemble des zones totalement fibrées, quel que soit l'opérateur d'infrastructure FttH sur ces zones.

Question A.3-2 : Commentaires de TDF sur l'opportunité de reconduire un encadrement tarifaire pluriannuel au-delà de 2020

Comme indiqué en réponse à la question A.3-1, TDF est favorable à la mise en place d'incitations au transfert progressif du cuivre vers la fibre pour les zones totalement fibrées. Dès lors, au regard du calendrier de déploiement de la fibre et de l'horizon du prochain cycle d'analyse de marché, TDF est favorable au maintien d'un encadrement tarifaire pluriannuel au-delà de 2020.

Pour assurer une cohérence des remèdes mis en place par l'ARCEP, TDF considère que l'alignement de l'encadrement tarifaire sur la durée des cycles d'analyse de marché est pertinent.



B - Fiches FIBRE GENERALISTE

Concernant le segment fibre généraliste, les principaux enjeux pour TDF résident dans l'application d'une régulation proportionnée et équitable répondant au régime issu de l'application des articles L.34-8 et L.34-8-3 du CPCE, au bénéfice d'un déploiement efficace du réseau fibre.

TDF rappelle qu'il existe une différence de nature entre les obligations résultant de la puissance de marché, héritée d'un monopole passé, et les modalités d'accès.

Ainsi, TDF précisera dans l'ensemble des fiches et pour les questions qui concernent son activité, à l'exception de la fiche 5 portant sur les zones très denses sur lesquelles elle n'intervient pas, ses préoccupations concernant les obligations envisagées par l'ARCEP en matière de non-discrimination et de transmission d'informations comptables, de potentielles prescriptions portant sur les gammes d'offres commercialisées par les OI, de potentielles conditions de concurrence déloyale qui pourraient émerger en l'absence d'application systématique des modalités d'accès définies par l'ARCEP pour l'ensemble des acteurs du marché de gros, amont comme aval. TDF reviendra enfin sur le nécessaire accès au génie civil d'Orange dans les zones non totalement fibrées.

Fiche B.1. Renforcement des garanties de non-discrimination opérationnelle et technique dans les processus FttH

Question B.1-2 : Commentaires de TDF sur la nécessité de garanties de non-discrimination opérationnelle pour l'ensemble des opérateurs d'infrastructure

A la demande de l'Autorité et dans le cadre de préoccupations qu'elle a exprimées, Orange met actuellement en œuvre des outils visant à garantir des processus opérationnels non-discriminatoires entre les OI alternatifs et sa branche de détail.

TDF, en tant qu'OI non intégré, n'identifie pas les raisons qui justifieraient techniquement et juridiquement la mise en œuvre de nouvelles obligations opérationnelles de non-discrimination.

Au contraire, TDF estime que les obligations opérationnelles visant initialement les problématiques des opérateurs intégrés n'ont pas vocation à être élargies aux OI non-intégrés.



Fiche B.2. Renforcement des garanties de non-discrimination dans la livraison des composantes de l'accès et des ressources associées

Question B.2 : Commentaires de TDF sur la mise en œuvre des mécanismes de synchronisation par Orange et sur la nécessité d'étendre ces mécanismes aux autres opérateurs d'infrastructure

TDF salue le travail réalisé par Orange en coordination avec les services de l'ARCEP. Les mécanismes de synchronisation identifiés devraient s'avérer efficaces pour répondre aux besoins de l'ensemble des acteurs du marché de détail.

TDF souhaite souligner que ce travail fait suite à l'identification d'un risque de discrimination, notamment dans le cadre des réunions multilatérales organisées par l'Autorité, et que les solutions apportées par Orange aux difficultés qu'elle a elle-même créées ne sauraient être étendues à l'ensemble des acteurs du marché.

En l'occurrence, TDF s'assure du maintien d'une situation techniquement agnostique et ce, depuis le lancement de ses déploiements. L'application d'obligations spécifiques serait manifestement disproportionnée.

Fiche B.3. Qualité de service et résilience des réseaux FttH en exploitation

Question B.3-2 : Commentaires de TDF sur la nécessité d'étendre les obligations d'Orange aux autres opérateurs d'infrastructure concernant le respect de la qualité de service sur les réseaux FttH

Comme il le sera précisé à la question C.3-2, TDF prévoit la commercialisation d'une gamme d'offres permettant de répondre à des besoins variés en matière de qualité de service (débits garantis ou non, taux de disponibilité, GTR).

TDF considère qu'une extension de l'obligation de respect de seuils ou de critères définis dans le cadre de la régulation de l'acteur historique en position dominante aux OI alternatifs serait une mesure manifestement disproportionnée au titre de la définition de modalités d'accès en application des articles L.34-8 et L.34-8-3 du CPCE.

Question B.3-3 : Commentaires de TDF sur la nécessité d'un haut niveau de résilience sur les réseaux FttH

TDF a fait le choix d'une architecture de réseau de collecte s'appuyant sur un haut niveau de résilience avec principalement :

- Un bouclage des réseaux de collecte locale et nationale assurant jusqu'au niveau du NRO un doublement des routes optiques de collecte.
- La sécurisation par doublement des équipements actifs du réseau de collecte.



- La présence d'ateliers d'énergie sur les NRO garantissant la fourniture d'énergie pendant plusieurs heures en cas de panne d'électricité.

Concernant le réseau de distribution, il contient tout au long du cheminement du câble a minima un tube de réserve dédié à la maintenance, auquel s'ajoutent des fibres surnuméraires prévues dans le design pour absorber la croissance du nombre de logements. Ainsi, TDF estime que la réserve de fibre est suffisamment importante pour faire face aux éventuels dysfonctionnements et ruptures de fibre.

De plus, il existe un risque de dysfonctionnement lié aux interventions de raccordement de nouveaux clients qui peuvent avoir un impact sur les clients déjà en service. Pour limiter ces potentiels dysfonctionnements, TDF met en place des campagnes de contrôles et d'audits des interventions réalisées par ses sous-traitants de raccordement, qui donnent lieu au paiement de pénalités en cas de non-conformité. TDF considère que ces processus de contrôle et de mise en place d'actions correctives devraient être étendus aux raccordements effectués en mode STOC.

Dans cette optique, TDF recommande une évolution des processus intégrant la fourniture de la date de raccordement prévue lors de la commande par les OC, afin que des audits terrains en situation puissent être réalisés par les OI.

Enfin, à moyen terme, la maîtrise de la qualité des réseaux passe aussi par une gestion rigoureuse des référentiels et leur maintien à jour au gré des travaux et des évolutions du réseau. A cet effet, le respect des routes optiques fournies par les OI aux raccordements doit être mieux suivi, objectivé et pénalisé en cas d'écart. La recherche d'une route optique « au stylo optique », malheureusement couramment appliquée, est à proscrire et à sanctionner.

Fiche B.4. Accueil sur les réseaux FttH d'une gamme large d'usages

Question B.4 : Commentaires de TDF sur les obligations potentielles pour les opérateurs d'infrastructure de fournir des offres de gros destinés à divers usages

Sur la pertinence actuelle des réponses apportées à l'ARCEP par TDF au projet de recommandation de 2016

TDF considère que les éléments de réponse apportés dans le cadre de la consultation publique de l'ARCEP sur le projet de recommandation de 2016 demeurent pertinents.

TDF estime notamment que le réseau FttH doit pouvoir répondre aux besoins des entreprises et qu'il n'est pas pertinent de déployer un réseau fibre parallèle qui serait dédié à ces besoins professionnels, sous peine de surcoûts inutiles et de diminution de la rentabilité des investissements, publics et privés, qui ont été et qui seront réalisés pour le déploiement des réseaux FttH.

L'utilisation de la BLOM pour répondre aux besoins professionnels est techniquement et économiquement adaptée, pourvu que les OI proposent des offres d'accès adéquates avec une



qualité de service améliorée. Cette mutualisation permettra de proposer des offres professionnelles de qualité avec des tarifs beaucoup plus compétitifs que sur un réseau dédié (par exemple grâce à des offres de type FttH Pro ou FttE). TDF observe par ailleurs la présence de besoins spécifiques pour les plus grandes entreprises auxquels le réseau FttH peut également répondre, via par exemple des offres de type FttO (BL0D).

Sur les potentielles obligations pour les opérateurs d'infrastructure de fournir des offres de gros pour différents types d'usages et leurs modalités d'accès

TDF considère qu'une obligation consistant à imposer aux OI de répondre à des besoins industriels via une offre grand public (offre FttH) constituerait un non-sens économique (négation du principe de discrimination de 3ème degré) et technique (problématiques liées aux capacités des fourreaux et à l'allocation de la bande).

D'une part, il semble en effet problématique de mélanger des types de services différents (téléphonie mobile, small cells, mobiliers urbains connectés, ...) sur un réseau et une bande passante partagés et ce, sans garantie d'équité de traitement suivant les usages.

D'autre part, une telle obligation créerait des risques potentiels liés notamment :

- au dimensionnement et à la capacité des réseaux FttH déployés dont l'objectif initial est de desservir les citoyens et les entreprises et pas nécessairement les besoins et les raccordements d'équipements associés aux nouveaux usages ;
- à la qualité de service et aux engagements associés proposés sur les réseaux FttH dans l'hypothèse où ceux-ci véhiculeraient des services additionnels ;
- à la gestion des priorités entre services et usages sur un réseau partagé.

En outre, une telle évolution imposerait un travail approfondi sur la définition des adresses et des zones de cofinancement. Les zones de cofinancement devraient en effet être modifiées pour prendre en compte les volumes associés à ces nouveaux points de raccordement.

Ainsi, TDF considère qu'il serait économiquement et techniquement pertinent de s'appuyer sur des offres à qualité de service élevée, de type FttE, voire FttO (taux de disponibilité et GTR élevés) pour répondre à des besoins de raccordements spécifiques tels que par exemple les points haut mobiles.

Sur les autres usages que ceux mentionnés par l'ARCEP qui pourraient être envisagés sur les réseaux FttH

Les réseaux de fibre optique ont vocation à permettre la connexion d'un grand nombre de lieux et d'objets : les particuliers (via les offres de type FttH), les entreprises et locaux professionnels (via les offres de type FttE/FttO), les antennes, les objets connectés.

TDF considère que le backhauling des antennes peut être adressé en zone rurale par des offres à forte qualité de services (FttE/FttO).

Néanmoins, dans le cadre de la densification dans les zones urbaines, TDF anticipe que la collecte du très grand nombre de points d'accueil à venir, notamment de supports innovants (abribus, lampadaires...), devrait de préférence être confiée à un opérateur technique neutre au service de



la collectivité, et qu'il serait dès lors disproportionné d'obliger les OI d'en assurer la collecte dans de parfaites conditions de neutralité envers l'ensemble des opérateurs mobiles.

TDF pense ici à des points particulièrement nombreux (1 lampadaire pour 7 habitants, par exemple, représente plus de 30% des lignes FttH, bien plus que les objectifs de densification connus des opérateurs d'immeuble actuellement).

Fiche B.6. Disponibilité de la fibre dans les zones moins denses

Question B.6-1 : Commentaires de TDF sur l'utilité d'un processus de traitement plus industriel par les opérateurs d'infrastructure des données erronées, incohérentes ou manquantes

La fiabilité des adresses est un enjeu pris en charge dans le cadre du groupe Interop'Fibre. Le partage de bonnes pratiques, notamment sur la remontée des informations erronées, incohérentes ou manquantes, ou encore sur la problématique des fusions de communes et de l'évolution du nommage d'adresses s'avèrent utiles afin d'améliorer la commercialisation du FttH.

Néanmoins, TDF considère que cet échange de bonnes pratiques ne devrait pas se traduire par une normalisation excessive qui pourrait constituer une barrière à l'entrée supplémentaire pour les opérateurs alternatifs.

Question B.6-2 : Commentaires de TDF sur le raccordement de locaux à la demande

TDF ne propose pas de raccordement à la demande et n'est donc pas en mesure d'apporter des informations pertinentes à l'Autorité.

Fiche B.7. Comptabilité des coûts des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

A titre liminaire et comme souligné en introduction du présent document, TDF souhaite partager avec l'Autorité son analyse quant au manque de solidité juridique d'une décision d'analyse de marché qui reprendrait *in fine* certains des développements contenus dans le document soumis à consultation et plus particulièrement ceux présents dans la présente fiche.

Le document de consultation présente en effet une confusion surprenante entre la capacité de l'ARCEP à imposer des obligations - à la suite d'une analyse de marché naturellement - à un opérateur disposant d'une puissance de marché significative et celle relative à la détermination de modalités techniques et financières de l'interconnexion et de l'accès. Dans ce contexte, TDF n'identifie pas de fondement juridique qui pourrait soutenir une décision imposant notamment des remèdes comptables à des opérateurs ne disposant d'aucune puissance significative sur le marché.

Cette analyse est d'autant plus fondée que les OI alternatifs se trouvent dans un contexte d'investissements massifs pour le déploiement d'un réseau innovant. Des obligations telles que



celles envisagées dans la présente fiche ajouteraient des contraintes supplémentaires significatives si elles venaient à se traduire par de nécessaires développements de systèmes d'information et des modifications des outils de facturation.

TDF estime ainsi nécessaire que l'ARCEP précise d'une part les fondements juridiques sur lesquels elle entend appuyer de potentielles obligations de cette nature et d'autre part, les objectifs qu'elle poursuit en soumettant des OI alternatifs investissant sur un marché innovant à de telles obligations.

En conséquence, TDF répondra de façon succincte aux questionnements de l'ARCEP s'agissant d'éventuelles obligations de comptabilité réglementaire pour des OI alternatifs, considérant qu'aucun fondement légal sérieux ne peut soutenir l'application de telles obligations pour les OI alternatifs.

Question B.7-1 : Commentaires de TDF sur la nécessité d'alléger les obligations de transmission périodique d'informations comptables pour certains opérateurs

Comme indiqué précédemment, TDF n'identifie pas de fondement juridique permettant à l'ARCEP d'imposer des obligations de transmission périodique d'informations comptables réglementaires telles que prévues pour les opérateurs disposant d'une position dominante sur un marché.

TDF souhaite par ailleurs attirer l'attention sur le fait qu'elle transmet déjà des informations comptables par société de projet aux collectivités concernées. La structure des informations comptables transmises a été construite en accord avec les besoins des collectivités. Ces informations sont par ailleurs auditées chaque année par les CAC.

Question B.7-2 : Commentaires de TDF sur la comptabilisation des chiffres d'affaires internes et externes

En tant qu'opérateur d'infrastructure non intégré, TDF n'a pas de commentaires spécifiques concernant l'approche envisagée par l'ARCEP, au-delà des inquiétudes qu'elle a soulevées précédemment.

Questions B.7-3 à B.7-5 : Commentaires de TDF sur les points d'attention particuliers identifiés

Comme évoqué dans les réponses précédentes, TDF estime que l'imposition *ex ante* d'obligations comptables aux opérateurs d'infrastructures de dimension limitée ne serait d'une part pas efficace et ne reposerait d'autre part sur aucun fondement juridique sérieux.

Toutefois, dans l'hypothèse où l'ARCEP souhaiterait mettre en œuvre pour les réseaux d'initiative publique une restitution comptable minimale, TDF demande à l'Autorité de s'assurer que le niveau de finesse attendu soit identique à celui régissant les échanges entre les sociétés de projet et les collectivités.



Fiche B.8. Situation générale de la fibre

Questions B.8-1 à B.8-3 : Commentaires de TDF sur les conditions tarifaires d'accès de gros aux réseaux FttH

TDF partage tout d'abord l'objectif d'une relative homogénéité nationale des conditions d'accès aux réseaux FttH. Cet objectif n'exclut néanmoins pas la mise en œuvre d'une approche pragmatique et circonstanciée de l'ARCEP permettant des dérogations justifiées, notamment par les coûts, aux principes actuels de tarification. En effet et à titre d'exemple, les coûts de maintenance sont nécessairement différents d'une zone à l'autre.

Par ailleurs, TDF considère qu'une prévisibilité des tarifs est nécessaire pour l'ensemble des acteurs intervenant sur le marché de gros. Cette prévisibilité pourrait notamment être permise par les lignes directrices publiées par l'ARCEP.

Néanmoins, TDF estime que le périmètre actuel d'application des lignes directrices n'est pas suffisamment clair pour permettre une prévisibilité suffisante pour les OI.

En effet, comme indiqué en réponse à la question S.7, la potentielle création d'un marché de gros aval, animé par des acteurs, notamment financiers, qui achèteraient des prestations d'accès sur le marché de gros amont pour en revendre sur le marché de détail, mérite la plus grande attention de l'ARCEP et nécessite de repenser le périmètre d'application de ses lignes directrices. Des modalités d'accès sur le marché de gros aval qui ne seraient pas soumises aux mêmes règles du jeu que celles régulées sur le marché de gros amont viendraient déséquilibrer les conditions de marché et créer une situation de concurrence déloyale entre les opérateurs du marché de gros aval et amont.

Ainsi, TDF considère que les lignes directrices de l'ARCEP devraient s'appliquer de façon stricte à l'ensemble des acteurs qui seraient amenés à vendre des prestations d'accès aux OC, étant entendus comme des opérateurs dont l'objectif est le raccordement de clients finaux sur le marché de détail.

Question B.8-5 : Commentaires de TDF sur les évolutions du cadre de régulation des réseaux fibre dans un contexte de fermeture progressive du réseau cuivre

Comme indiqué en réponse à la question A.2-1 notamment, l'arrêt progressif de la technologie cuivre doit d'accompagner d'une attention particulière sur les conditions d'accès au génie civil mutualisé entre les technologies cuivre et fibre d'une part, aux conditions de maintenance de ce génie civil, ainsi qu'à la question du raccordement de nouveaux immeubles. Ces trois composantes sont en effet essentielles au déploiement de la technologie fibre.



Fiche B.9. Les infrastructures d'accueil pour le déploiement de la fibre

Question B.9-1 : Commentaires de TDF sur le fonctionnement de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange

Comme indiqué en réponse à la question S.7, TDF considère que plusieurs éléments liés au fonctionnement de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil méritent toute l'attention de l'ARCEP.

Pour résumer les points développés précédemment, TDF considère qu'il est utile et pertinent :

- De fournir une meilleure visibilité aux OI alternatifs concernant l'évolution des conditions tarifaires de cette offre, au demeurant très complexe.
- De fixer un plafond d'évolution des tarifs de location du génie civil, sur la base d'hypothèses réalistes de déploiement et de pénétration de la fibre d'une part et d'amortissement programmé du portefeuille d'infrastructure d'Orange d'autre part.
- De réviser l'assiette de coûts sur laquelle se base la tarification, pour ne faire supporter aux OI alternatifs que les seuls coûts du génie civil associés à une facilité essentielle, une partie ayant été répliquée par Enedis.

Question B.9-2 : Commentaires de TDF sur le processus d'intervention en autonomie introduit par l'offre « GC BLO » V5

TDF ne dispose pour le moment pas de suffisamment de retours d'expérience pour pouvoir partager une vision complète et précise de ce processus.

TDF observe néanmoins que, de manière générale, les prix pratiqués dans cette offre ne correspondent pas toujours à la réalité du terrain. En particulier, TDF considère que les particularités des territoires, telle que par exemple la densité urbaine, ne sont pas prises en compte dans les prix pratiqués (par exemple, les prix pratiqués sont nationaux, alors que les prix de marché diffèrent d'un territoire à l'autre, notamment en Ile-de-France).

En conséquence, TDF estime, au regard de ses observations, que cette offre pourrait permettre à Orange de bénéficier d'une rénovation de son réseau à un coût moindre que celui qu'elle aurait supporté en application des prix des marchés effectifs sur les différents territoires.

Question B.9-3 : Commentaires de TDF sur le périmètre concerné par l'indemnisation des interventions en autonomie

Le principe du déploiement de la fibre optique est de s'appuyer sur les infrastructures existantes, le plus souvent celles Enedis et Orange.

Comme indiqué en réponse à la question S.7 et rappelé ci-dessus, contrairement à la facturation Enedis qui est réalisée au poteau étudié et utilisé, la facturation Orange en zone mutualisée est basée sur la capacité du point de mutualisation.



TDF estime que, compte tenu de ce mode de facturation qui fait porter l'ensemble des coûts à l'OI alternatif, les infrastructures devraient être en bon état, ou être remises en état sans coût pour l'opérateur d'infrastructure en charge du déploiement de la fibre.

Or, au regard de l'état des infrastructures souterraines et aériennes, de nombreux travaux de génie civil doivent être réalisés pour permettre une remise en état (changement de poteaux, réparations, créations de fourreaux). Ce constat est très variable d'une ville à une autre, d'une région à une autre.

Le prix actuellement proposé pour les réparations ne couvre pas le coût réel payé par l'OI. Le prix des prestations proposé par Orange dans l'offre GC BLO ne tient notamment pas compte des disparités régionales et se trouve bien en dessous du prix de marché, même dans les régions où la main d'œuvre est la moins chère.

Par ailleurs, Orange ne rembourse pas les dépenses de réparation liées aux conduites unitaires. Celles-ci sont nombreuses et souvent en mauvais état. TDF considère que ces coûts devraient être pris en charge par Orange.

De plus, dans le cadre du Service Universel, Orange est en charge de la création de Génie Civil pour raccorder les infrastructures du nouveau bâti au réseau d'infrastructure Orange. Cette prestation de création n'est pas présente dans le contrat GC BLO, que ce soit pour les pavillons ou les collectifs. Cette situation génère actuellement des mécontentements des administrés qui ne comprennent pas les responsabilités des différents intervenants.

Enfin, la convention GC BLO ne couvre pas les réparations en amont du PM. TDF considère que pour des raisons économiques et d'aménagement du territoire, la réparation de fourreaux en amont du PM devrait être indemnisée, ces réparations pouvant bénéficier à d'autres OI.

C - Fiches PROFESSIONNELS & ENTREPRISES

En tant qu'OI alternatif, TDF n'achète pas d'offre BLOD à Orange et ne se prononcera donc pas sur les fiches C.2, C.4 et C.5, qui visent les OC.

TDF s'attachera dans les fiches C.1, C.3 et C.6 à décrire les offres qu'elle commercialise ou qu'elle prévoit de commercialiser en vue de répondre à l'ensemble des besoins des clients en matière de sécurité et de fiabilité.

Au regard des questions posées par l'ARCEP dans son document de consultation, le principal enjeu pour TDF pour le segment professionnels et entreprises repose sur les difficultés d'exploitation et de maintenance du réseau FttH qui pourraient apparaître si l'ARCEP décidait que les offres FttH devaient répondre à l'ensemble des besoins exprimés par les clients professionnels et entreprises et la non pertinence économique qui en résulterait.

Fiche C.1. Poursuivre le développement d'un marché de gros activé sur le FttH pour les professionnels et les entreprises

Question C.1 : Commentaires de TDF sur l'évolution du marché de gros activé et sur l'adéquation des offres de gros activées existantes avec les besoins des clients de détail

TDF prévoit, à l'horizon du prochain cycle d'analyses de marché, le développement et la commercialisation d'offres activées de différents types avec :

- Des offres « BLOD sur BLOM » (de type FttE), à forte qualité de service (débits garantis, GTR et fort taux de disponibilité). Ces offres permettent de répondre aux attentes des clients finaux de type grosses entreprises ou entreprises de taille intermédiaire souhaitant disposer d'une qualité de service élevée ;
- Des offres s'appuyant sur la BLOM (de type FttH Pro), à qualité de service « intermédiaire » entre les offres FttH et les offres FttE (GTR 10h HO ou GTR 8h HO). Ces offres permettent de répondre à des besoins de redondance d'accès ou des besoins de fiabilité et de sécurité modérés.

Selon TDF, ces nouvelles offres auront vocation à coexister avec des offres BLOD (de type FttO) qui permettront toujours de répondre à de forts besoins de fiabilité et de sécurité de sites publics ou de grosses entreprises.

Enfin, TDF prévoit que les offres SDSL seront progressivement remplacées par les offres d'accès très haut débit en fibre de type FttH Pro, FttE ou FttO suivant les besoins de fiabilité et de sécurité souhaités.

En conclusion, TDF considère que la mise en place d'un catalogue de services proposant des services de type FttH Pro, FttE, FttO et FON avec des niveaux d'engagement de qualité de service variés (débits garantis ou non, taux de disponibilité, GTR) permet de répondre à l'ensemble des besoins des clients finaux.



Fiche C.3. Généraliser les offres de gros passives avec qualité de service renforcée sur tous les réseaux FttH

Question C.3-1 : Commentaires de TDF sur la possibilité et la pertinence d'une offre à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH

A titre liminaire et comme indiqué en réponse à la question B.4 du document de consultation de l'ARCEP, TDF considère qu'une obligation consistant à imposer aux opérateurs d'infrastructure de répondre à des besoins industriels via une offre grand public (offre FttH) constituerait un non-sens économique et technique. Une telle obligation créerait des risques liés notamment au dimensionnement des réseaux FttH, à la qualité de service proposée sur les réseaux FttH et à la gestion des priorités entre services et usages sur un réseau partagé. Une telle intervention de l'ARCEP ne s'appuierait sur aucun fondement juridique et, au contraire, risquerait d'aller à l'encontre de l'objectif de prise en compte du risque assumé par les entreprises qui investissent dans les infrastructures améliorées et de nouvelle génération, tel que décrit à l'article L.32-1 du CPCE.

Les contraintes d'exploitation et de maintenance du réseau seront telles que les tarifs de ces offres tendraient vers ceux d'une offre de type FttE, les rendant, selon TDF, non-pertinentes et uniquement sources de risques, comme indiqué ci-dessus et en réponse à la question B.4.

Par ailleurs, des offres de type GTR 4HO et 4HNO sur un réseau FttH seraient incompatibles avec la pratique de raccordement dite « en mode STOC », telle qu'observée à l'heure actuelle, dans la mesure où un haut niveau de qualité de service ne peut être garanti sans la maîtrise des interventions et des intervenants sur le réseau FttH.

Ainsi, TDF considère qu'il serait économiquement et techniquement pertinent de s'appuyer sur des offres à qualité de service élevée, de type FttE, voire FttO (taux de disponibilité et GTR élevés) pour répondre à des besoins de raccordements à fiabilité et sécurité élevée.

Enfin, concernant les interfaces et processus opérationnels et informatiques pertinents pour la mise en œuvre des offres à qualité de service élevée, TDF estime tout d'abord que la mise en production des offres de type FttH Pro s'intègre dans celle des processus Interop'Fibre et des webservices associés (commande, OAPC, SAV...) et que cet objectif doit également être poursuivi pour les offres de type FttE.

TDF souhaite néanmoins souligner le fait que l'application systématique des processus Interop'Fibre peut constituer une barrière à l'entrée pour de petits OC (développement et intégration SI complexe) dédiés aux services entreprises notamment. Pour ces derniers, la mise en place d'un outil d'éligibilité dédié, indépendant d'Interop'Fibre (extranet d'éligibilité) pourrait constituer une solution acceptable.

Question C.3-2 : Commentaires de TDF sur la cohérence des niveaux de GTR entre les différentes offres.

TDF prévoit une gamme d'offres permettant de répondre à des besoins de fiabilité et de sécurité variés. Le schéma ci-dessous présente la vision de TDF en matière de progressivité de la qualité de service entre les différentes offres de gros qui seraient nécessaires pour répondre aux attentes de l'ensemble des clients et collectivités.

TDF considère qu'une telle gamme d'offres permet notamment d'assurer une cohérence des niveaux de GTR entre les offres.

[SECRET DES AFFAIRES]

Fiche C.6. Evolution de la régulation des offres de haute qualité sur support fibre

Question C.6-1 : Commentaires de TDF sur les usages éventuels pour lesquels les offres activées à qualité de service renforcée sur FttH ne seraient pas substituables aux offres activées sur BLOD

Comme indiqué en réponse à la question C.1, TDF considère qu'il est nécessaire de disposer d'offres à fort niveau de sécurité et de fiabilité, s'appuyant sur des fibres dédiées (de type FttO) et ce malgré le développement de type FttE ou FttH Pro, ces différentes offres ne répondant pas aux mêmes besoins des clients et collectivités.

Par exemple, des clients finaux de type institutionnels, sites publics ou très grosses entreprises, dont les besoins de fiabilité et de sécurité demeurent présents, souscrivent des offres de type FttO ou FON.

TDF rappelle enfin qu'il est techniquement et économiquement non-pertinent de proposer des services avec, par exemple, des taux de disponibilité très élevés (de l'ordre de 99,9%) sur de la BLOM compte tenu des nombreux travaux (raccordement, déploiement de dessertes, densification...) qui sont réalisés sur le réseau.

Question C.6-2 : Commentaires de TDF sur l'influence des nouvelles offres activées à qualité de service renforcée sur les réseaux FttH sur l'évolution des parts de marché des opérateurs de gros sur le marché des accès de haute qualité

Dans le cadre des RIP, l'apparition des offres de type FttE et FttH Pro s'appuyant sur la BLOM proposés par l'opérateur de RIP, pourrait entraîner, selon TDF, une migration progressive des clients vers les offres de gros proposées par l'opérateur du RIP.





TDF - SAS au capital de 166 956 512 EUR.

SIREN 342 404 399 RCS Nanterre

Siège Social

155 Bis, Avenue Pierre Brossolette

92120 Montrouge

France

Tel : 33(0)1 55 95 10 00